

Le monde économique face à ses responsabilités

EDOUARD TETREAU ([HTTPS://WWW.LESECHOS.FR/JOURNALISTES/INDEX.PHP?ID=21810](https://www.lesechos.fr/journalistes/index.php?id=21810)) / Associé-gérant de Mediafin
| Le 06/02 à 17:34 | Mis à jour à 19:29

**LA CHRONIQUE
DE ÉDOUARD TÉTREAU**



Fabien Clairefond pour « Les Echos »

A Davos, Emmanuel Macron ne s'est pas contenté de proclamer « France is back » une fois de plus. Il a surtout rappelé aux leaders économiques que la course au moins-disant social, environnemental, fiscal et culturel fait le lit du populisme.

Vingt discours. Le site de l'Élysée est formel : en un mois, le président de la République aura prononcé vingt déclarations et discours urbi et orbi, ou presque. De la Chine à l'Afrique en passant par l'Italie, la Grande-Bretagne et même la Corse, le chef de l'État aura déployé son message aux quatre coins du monde, résumé en anglais à Davos : « France is back. »

À LIRE AUSSI

Macron à Davos : « Il faut redonner un sens à la mondialisation »
(<https://www.lesechos.fr/monde/enjeux-internationaux/0301203014555-macron-il-faut-redonner-un-sens-a-la-mondialisation-2147845.php>)

Le **discours le plus étonnant, le plus inattendu** (**<https://www.lesechos.fr/monde/enjeux-internationaux/0301200085022-a-davos-emmanuel-macron-reclame-un-nouveau-contrat-mondial-2147846.php>**) de cette séquence fut justement celui prononcé dans cette station suisse, **sommet mondial de l'entre-soi** (**<https://www.lesechos.fr/monde/europe/0301204742867-qui-sont-les-invites-de-davos-2148442.php>**) où, d'année en année, les élites du monde économique et politique s'autocongratulent et se réassurent sur leurs positions respectives.

La première partie du discours fut une promotion de la transformation en cours de l'économie française, jusqu'à ce « France is back », qui aura absorbé l'essentiel des capacités d'analyse de la sphère médiatique. C'est pourtant la suite qui fut, osons le mot, révolutionnaire dans le cadre d'une assemblée aussi conformiste.

À LIRE AUSSI

A Davos, Trump rassure et Macron séduit (**<https://www.lesechos.fr/idees-debats/editos-analyses/0301214840093-a-davos-trump-rassure-et-macron-seduit-2148562.php>**)

Puisant dans le lexique de la doctrine sociale de l'Eglise catholique, reprenant quasiment mot pour mot les analyses sur la mondialisation du pape François, le président Macron lança un vigoureux appel à la responsabilité des investisseurs et des chefs d'entreprise mondiaux. Sans mettre de gants.

Tout ne s'achète pas

Un aveu, d'abord : la recherche de la croissance à tout prix « *nous a parfois fait oublier ce que les peuples sont prêts à accepter pour l'obtenir* ». Et de dénoncer une croissance « *de plus en plus injuste* », tournant le dos au partage équitable de la **valeur ajoutée** (**https://www.lesechos.fr/finance-marches/vernimmen/definition_valeur-ajoutee.html#xtor=SEC-3168**), pour ne profiter qu'aux « superstars » de la mondialisation : les 1 % les plus riches, qui ont à la fois le capital et les talents. L'audience de Davos.

À LIRE AUSSI

[Des entreprises au service du bien commun ? \(https://www.lesechos.fr/idees-debats/editos-analyses/0301186074057-des-entreprises-au-service-du-bien-commun-2147032.php\)](https://www.lesechos.fr/idees-debats/editos-analyses/0301186074057-des-entreprises-au-service-du-bien-commun-2147032.php)

Un constat, ensuite : tout ne s'achète pas. « No pasaran », chers amis de Davos : il existe des « biens communs » qu'il vous appartient de financer, non pas pour votre profit personnel, mais pour celui de tous. Alors, plutôt que de jouer la course au moins-disant social, environnemental, fiscal, culturel, réapprenez « *la grammaire du bien commun* ». Occupez-vous enfin de ces biens communs que sont « *le développement économique durable, l'environnement, la santé, l'éducation, la sécurité et la cohésion sociale, les droits de l'homme* ».

Et, pour ce faire, merci de commencer par payer les impôts des territoires sur lesquels vous opérez. « *L'ennemi du bien commun, c'est le passager clandestin* (https://www.lesechos.fr/finance-marches/vernimmen/definition_passager-clandestin.html#xtor=SEC-3168). » Non pas le migrant d'Afrique, mais l'a multinationale, souvent américaine et active dans le numérique, qui ne paie ni l'impôt sur les sociétés (https://www.lesechos.fr/18/05/2017/LesEchos/22448-099-ECH_reguler-les-gafa--un-serpent-de-mer-au-menu-du-gouvernement.htm), ni la TVA (https://www.lesechos.fr/finance-marches/vernimmen/definition_tva.html#xtor=SEC-3168), ni rien. C'est ce passager clandestin-là qui doit enfin payer son billet, au lieu d'être ce « free rider » qui fait le lit des populismes.

La menace des « dingos »

La mise en garde, enfin. Dans le monde de 2018, il n'y a pas plus ouvert et « business friendly » que ce gouvernement. Mais si les entreprises, les investisseurs, les acteurs libres du jeu économique planétaire ne remplissent pas leur part de ce « *nouveau contrat mondial* », alors c'est fichu. Nous aurons, en France, en Italie et en Allemagne - derniers grands pays à jouer le jeu d'une mondialisation ouverte et qui profite à tous -, les mêmes « dingos » qui ont pris le pouvoir aux Etats-Unis, en Hongrie, au Venezuela ([https://www.lesechos.fr/20/04/2017/lesechos.fr/0211991506279_venezuela---les-causes-d-un-naufrage.htm](https://www.lesechos.fr/20/04/2017/lesechos.fr/0211991506279_venezuela---les-causes-d-un-nauffrage.htm)) et demain en Grande-Bretagne (Jeremy Corbyn après le Brexit). En termes plus choisis : « *Si je n'arrive pas à expliquer aux gens que [la mondialisation] est bonne pour eux [...], dans cinq ans, dans dix ans, dans quinze ans, ce seront les nationalistes, les extrêmes, ceux qui proposent de sortir de ce système qui gagneront !* »

Jamais un chef d'Etat, qualifié à domicile de « président des riches », n'aura à ce point mis la communauté économique mondiale en face de ses responsabilités. Pourquoi un tel cri, une telle urgence maintenant ? Sans doute parce que, à domicile justement, une partie de la communauté économique et financière tarde à prendre la mesure de ses responsabilités nouvelles.

À LIRE AUSSI

France : les très riches toujours plus riches (<https://www.lesechos.fr/politique-societe/societe/0301179932410-france-les-tres-riches-toujours-plus-riches-2146955.php>)

Il n'y a jamais eu en France un environnement économique et politique aussi favorable à la création massive d'emplois : des charges sociales et impôts en baisse ; des syndicats contestataires enfin à genoux et désarmés ; un droit du travail essentiellement aux mains des employeurs ; des carnets de commandes pleins ; une reprise vigoureuse de la croissance ; un retour de la confiance ; des taux historiquement bas. Et pourtant les embauches ne suivent pas, ou si peu.

Le moment d'agir

Faites le test empirique autour de vous : votre entreprise ouvre-t-elle des plans de recrutement massifs ? Embauche-t-elle enfin des apprentis par dizaines ou centaines, pour donner une qualification, un espoir et une rémunération aux 2 millions de NEET (« neither in employment, education or training »), ceux qui ont moins de 25 ans et n'ont ni emploi, ni diplôme, ni formation ? Ou bien se contente-t-elle de gagner des prix médiatiques de responsabilité sociale et environnementale ?

On partage ici l'inquiétude, voire la colère, du président de la République vis-à-vis d'une communauté économique et financière mondiale, et française, qui tarde à saisir ses responsabilités sociales nouvelles. Or si elle ne le fait pas aujourd'hui, dans le contexte si porteur, et même euphorique, du cycle économique et boursier actuel, quand le fera-t-elle ? Après le prochain krach ?

Le discours d'Emmanuel Macron à Davos.

Edouard Tétreau